

P-1-

L'Eglise et l'Etat au lendemain d'Asbestos



A la sortie de la messe matinale. (Soc. des Amis de M.L. Duplessis)

mental, il ne peut jamais y avoir d'excès et c'est pourquoi je réponds aux aimables souhaits contenus dans votre lettre en ajoutant l'intérêt composé plusieurs fois.

Le gouvernement Duplessis contribua généreusement à des projets civils et religieux à l'extérieur de la province surtout lorsqu'il s'agissait d'aider les minorités francophones hors du Québec. Le poste radiophonique de langue française à Edmonton, situé dans un immeuble nommé bien à propos le *Survivance Building*, opéra pendant des années grâce aux subventions du gouvernement du Québec. Dans sa lettre du 4 avril 1958, le cardinal James McGuigan remerciait Duplessis en un français impeccable d'avoir facilité la construction d'un centre culturel français à Toronto. Duplessis subventionnait les missions de l'Ouest et les Acadiens, surtout *L'Évangéline* malgré le fait que c'était un journal libéral et qui attaquait fréquemment Duplessis. Il gardait toujours à la mémoire les visites qu'on faisait à la maison de son pè-

re du temps de Mgr Laflèche et surtout celle de Mgr Langevin de Saint-Boniface, au début du siècle. C'était l'époque où les nationalistes du Québec n'avaient pas encore abandonné les populations françaises hors du Québec sous prétexte qu'elles étaient assimilées, et bien avant l'époque où le gouvernement fédéral se mêlerait sérieusement de la question. On n'accorda jamais à Duplessis le mérite qui lui revenait pour ces efforts, anonymes et qui n'avaient rien à voir avec la politique, mais qui rendirent un service incomparable aux minorités francophones. Il aida même les associations franco-américaines du Rhode Island, du Maine et du Massachussetts.

Même si la politique dominait ses relations avec la hiérarchie, Duplessis n'en était pas moins profondément religieux. Le fait qu'il ne mêla jamais ses propres sentiments religieux à l'accomplissement de son devoir démontre bien la profondeur de ses propres convictions religieuses. Sa vénération envers saint Joseph, que les libéraux ridiculisaient publiquement, était tout à fait sincère. Le galvaudage de ses croyances à des fins politiques l'offensait tellement qu'il finit par demander à Léon Casgrain de faire pression auprès de ses amis libéraux pour qu'ils cessent leurs moqueries, ce qui fut fait.

Durant ses années au pouvoir après 1944, Duplessis assura la prédominance de l'Eglise dans des domaines qui, après son règne, furent confiés au pouvoir séculier: l'éducation, les services hospitaliers et l'assistance publique. A l'époque d'après-guerre, le contrôle religieux de ces institutions plaçait le Québec dans une situation de plus en plus anachronique. Ce système permettait à la province d'épargner plus d'un milliard de dollars en salaires qu'elle n'avait pas à payer. Cet argent, qui représentait quarante pour cent du budget provincial pour cette période, permettait à la province de construire écoles, hôpitaux, routes et habitations, de poursuivre l'électrification rurale, de ne pas augmenter les taxes et de maintenir sur le marché des valeurs un crédit comparable à celui de n'importe quel autre gouvernement de l'Amérique du Nord.

Et malgré le soi-disant pouvoir de l'Eglise, les évêques du Québec mangeaient effectivement dans la main de Duplessis comme l'avait remarqué sur un ton amer Mgr Charbonneau, le retraité malgré lui. Les responsabilités financières croissantes auxquelles avaient à faire face les évêques, les obligeaient à demander plus d'aide de l'Etat. Duplessis

Montréal 8/11/68
V. Charbonneau